

## **Migrants : des maires accueillants**

**Damien Carême à Grande-Synthe, et Philippe Bouyssou à Ivry-sur-Seine, dirigent des villes populaires et ouvrent les bras aux migrants.**

Les maires jouent un rôle clé dans l'accueil des migrants. Certes, ce sont les préfets qui décident de leur installation dans les communes. Mais en agitant les peurs, les élus peuvent faire monter la tension. Ou ils peuvent choisir de rassurer.

Des maires de diverses couleurs politiques se sont montrés ouverts et bienveillants. Plus qu'on pourrait le croire après les reportages chocs à la télé sur des villages en révolte contre l'arrivée d'étrangers.

Nous avons rencontré deux de ces élus : Philippe Bouyssou, le maire PCF d'Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne) où s'est implanté en janvier dernier un centre d'accueil pour des familles migrantes, et Damien Carême, le maire écologiste de Grande-Synthe (Nord), à 40 kilomètres de Calais, qui abrite le camp de la Linière.

Ivry-sur-Seine et Grande-Synthe ont en commun d'être des villes populaires, avec des politiques sociales et culturelles dynamiques. À Grande-Synthe, on atteint 24% de chômage et le revenu moyen annuel ne dépasse pas 9 600 euros. À Ivry, 48% des ménages sont des familles monoparentales.

Comment ces populations déjà confrontées à de multiples difficultés, souvent en attente de logements décents, ont-elles vu arriver des migrants démunis qu'il allait falloir aider ? Philippe Bouyssou et Damien Carême évoquent tous deux la nécessité de faire de la pédagogie. Il faut aussi afficher haut et fort ses principes, affirment-ils, des valeurs d'humanité et de solidarité.

### **Mégaphone**

« Lorsqu'Anne Hidalgo, la maire de Paris, m'a appelé pour me dire son intention d'ouvrir un centre pour des familles réfugiées sur le site de l'Usine des Eaux, propriété de la Ville de Paris, je n'allais pas lui dire d'aller voir ailleurs » ! s'exclame Philippe Bouyssou.

L'élue donne donc son feu vert et pose une condition : que cela ne coûte rien à Ivry, qui a déjà de lourdes dépenses sociales. Anne Hidalgo précise que la Ville

de Paris et l'Etat financeront le dispositif. La gestion du centre est confiée à Emmaüs Solidarité.

Philippe Bouyssou demande aussi que sur les 400 places prévues, 50 soient réservées à des Ivryens. « La ville compte plusieurs poches d'extrême misère après l'évacuation, en accord avec les associations de soutien, du bidonville de roms en juillet 2015 » explique-t-il. Le centre d'accueil a par ailleurs recruté des Ivryens ». C'est la preuve que notre ville en profite aussi » se félicite Philippe Bouyssou.

Auparavant, il a fallu préparer les habitants à l'ouverture du centre. Le maire leur a envoyé une lettre. Il rappelle les guerres et les crises qui poussent à fuir - « personne n'attend avec son enfant dans les bras de mourir sous les bombes ». Et il précise : « ce projet n'aura aucun impact sur l'attribution des logements sociaux ».

Il a aussi organisé une réunion publique en mairie. Et deux fois, il est allé sur le terrain rencontrer la population, mégaphone en main ». J'ai eu des sifflets, il faut écouter, échanger, convaincre... ».

« Si jamais après les élections, l'Etat remettait en question ce centre, je me battrais comme un lion pour le défendre » promet le maire.

## **7 mètres carrés**

Damien Carême a joué aussi à fond la transparence. Dans sa lettre mensuelle aux habitants, il relate les problèmes du camp, sa bagarre avec l'Etat pour obtenir qu'il le finance... Dans un premier temps, c'est la ville qui a installé la voierie, des douches et des toilettes, afin d'offrir des conditions dignes aux migrants, loin de la boue et des détritiques de la « jungle » de Calais.

Mais Grande-Synthe n'a pas les moyens d'assumer les coûts de fonctionnement. L'Etat a fini par prendre le relais. En mars à nouveau, la situation s'est dégradée. Le camp s'est retrouvé surpeuplé. Les demandeurs d'asile auraient dû partir dans des centres répartis dans toute la France. Mais ceux-ci étaient pleins...

Damien Carême se bat pied à pied avec ceux qui trouvent que l'on favorise les migrants : « Je leur demande : savez-vous à quoi ils ont droit ? Une cabane en bois de 7 mètres carrés pour une famille de 4 et 2 repas par jour ».

Le maire rassure aussi et revient régulièrement sur le fait que cela ne pèse pas sur les finances de la ville. L'occasion de souligner que les efforts en faveur des plus démunis ne sont en rien impactés – des repas de cantine à 40 centimes, une

commission de recours pour ceux n'arrivant plus payer leur loyer -, tout comme le budget participatif, une spécificité de cette ville écolo.

Grande-Synthe a encore une chose en commun avec Ivry-sur-Seine : les bénévoles affluent pour aider les migrants.

Véronique Soulé

Si vous connaissez des maires qui se sont engagés aux côtés des migrants, adressez vos témoignages à ATD Quart Monde Le Journal, 63 rue Beaumarchais, 93100 Montreuil ou : [lejournal@atd-quartmonde.org](mailto:lejournal@atd-quartmonde.org)